

TABLE DES MATIÈRES

Sommaire	5
La jurisprudence « Antigoon » : évolution, remise en question et perspective de consécration légale	7
Damien Vandermeersch	
SECTION 1. LA JURISPRUDENCE « ANTIGOON »	7
A. L'arrêt « Antigoon » : un revirement de jurisprudence	7
B. Les trois sous-critères dégagés par la chambre néerlandaise de la Cour (l'arrêt du 23 mars 2004)	10
C. Les critères supplémentaires retenus par la chambre française de la Cour de cassation	12
D. L'obligation de procéder au test « Antigoon » et le renversement de la règle	14
E. Les cas d'application de la jurisprudence « Antigoon »	15
1. Les irrégularités résultant de la violation de l'article 8 CEDH	16
2. Le cas particulier de la violation du secret professionnel	18
3. L'interdiction de la torture et des traitements inhumains et dégradants	19
4. La preuve obtenue en violation du droit au silence du prévenu	20
5. La recevabilité des déclarations d'un accusé recueillies durant la période de garde à vue en méconnaissance du droit à l'assistance d'un avocat	21
SECTION 2. LES RÈGLES COLLATÉRALES RELATIVES À L'ADMISSIBILITÉ DE LA PREUVE IRRÉGULIÈRE	26
A. L'utilisation pour les besoins de la défense du prévenu des preuves irrégulières	26
B. L'exclusion de la preuve non soumise à la contradiction des parties	26
C. L'exclusion de la preuve résultant de la volonté de la loi	29
D. Les conséquences de l'irrégularité affectant la qualité intrinsèque de la preuve spécialement réglementée	31
E. La violation des formes substantielles	32

SECTION 3. LES IMPLICATIONS DE LA JURISPRUDENCE DITE « ANTIGOON » AUX DIFFÉRENTS STADES DE LA PROCÉDURE.....	34
A. L'information	34
B. L'instruction et le règlement de la procédure	35
1. Le contrôle de la régularité des actes d'instruction	35
2. Les conséquences de l'annulation de l'acte ou de la pièce	37
C. La phase de jugement	39
1. L'implication du contrôle antérieur de la régularité de la procédure par la chambre des mises en accusation.....	39
2. Le contrôle exercé par la juridiction du jugement	41
SECTION 4. L'ÉVALUATION DES CRITÈRES ACTUELLEMENT RETENUS.....	42
A. Les critères retenus par la jurisprudence Antigoon	43
1. La méconnaissance d'une règle de forme prescrite à peine de nullité : un champ d'application fort réduit.....	43
2. L'irrégularité entachant la fiabilité de la preuve : un critère peu opérant	44
3. La compatibilité avec le procès équitable : la porte ouverte à l'incertitude et à la subjectivité	44
4. Les sous-critères : indicatifs mais non décisifs	45
B. Les autres règles relatives à l'admissibilité de la preuve irrégulière	46
SECTION 5. LA POSITION DU LÉGISLATEUR	47
A. La loi relative à l'entraide judiciaire internationale	47
B. Le Statut de la Cour pénale internationale	48
C. Le projet de règlement de création d'un parquet européen	49
D. Les propositions de loi	50
1. La proposition de loi déposée par M. R. Landuyt	50
2. La proposition de loi déposée par Mesdames Carina Van Cauter et Sabien Lahaye-Battheu	51
3. Le texte amendé adopté par la Chambre et soumis à la sanction royale (Loi du 24 octobre 2013 modifiant le titre préliminaire du Code de procédure pénale en ce qui concerne des nullités)	53
QUELQUES RÉFLEXIONS EN GUISE DE CONCLUSIONS	56

La contradiction de l'expertise pénale en matière de responsabilité médicale	59
Sophie Cuykens	
SECTION 1. ÉTAT DE LA QUESTION DE LA CONTRADICTION	
DE L'EXPERTISE PÉNALE :	59
A. La jurisprudence nationale :	59
B. L'incidence de la jurisprudence européenne :	62
C. L'intégration de la jurisprudence européenne dans la jurisprudence nationale :	64
D. L'évolution de la jurisprudence européenne :	65
E. Conclusions :	67
SECTION 2. QUELS SONT LES OBJECTIFS DES EXPERTISES ORDONNÉES PAR LES JURIDICTIONS RÉPRESSIVES LORS DU TRAITEMENT PÉNAL DE LA RESPONSABILITÉ MÉDICALE ?	69
SECTION 3. CES DIFFÉRENTES EXPERTISES RENCONTRENT-ELLES LES CONDITIONS REQUISES PAR LA JURISPRUDENCE EUROPÉENNE POUR ÊTRE NÉCESSAIREMENT CONTRADICTOIRES ?	70
SECTION 4. COMMENT S'EXERCE LA CONTRADICTION DANS L'EXPERTISE ? .	74
A. Selon la Cour européenne :	74
B. Selon le Code judiciaire :	75
1. Le choix de l'expert :	75
2. La récusation de l'expert :	77
3. La définition de la mission de l'expert :	81
4. La participation aux travaux de l'expertise :	82
5. Le remplacement de l'expert :	87
6. Le complément d'expertise ou la contre-expertise :	88
7. L'audition de l'expert à l'audience :	89
8. La participation de l'expert à une mesure d'instruction :	89
SECTION 5. QUELLE SÉCURITÉ JURIDIQUE S'ATTACHE À L'EXPERTISE PÉNALE ?	89
SECTION 6. QUELLES SOLUTIONS PRAGMATIQUES PEUVENT ÊTRE DÉGAGÉES ?	92

Les pouvoirs de la Chambre des mises en accusation à la clôture de l'instruction	95
Pierre Monville	
Mona Giacometti	
INTRODUCTION	95
I. PAR QUI LA CHAMBRE DES MISES EN ACCUSATION PEUT-ELLE ÊTRE RÉGULIÈREMENT SAISIE ?	96
A. Droit d'appel de la partie civile	96
1. Recevabilité de l'appel et intérêt à agir	96
2. Effet dévolutif de l'appel de la partie civile contre une ordonnance de non-lieu	97
B. Droit d'appel du ministère public	98
C. Droit d'appel de l'inculpé	99
1. Limitation du droit d'appel – rappel du prescrit de l'article 135, § 2 C.i.cr.	99
2. Limitation du droit d'appel – arguments procéduraux invoqués dans un écrit de conclusions	101
3. Limitation du droit d'appel – nullités inhérentes à l'ordonnance de renvoi	103
4. Droit d'appel en cas de défaut de motivation de l'ordonnance de la chambre du conseil ?	104
5. Le régime de l'article 135, § 2 C.i.cr. et le contrôle de constitutionnalité	105
6. Spécificités de la procédure de renvoi devant la Cour d'assises.....	106
II. LA CHAMBRE DES MISES EN ACCUSATION PEUT-ELLE AGGRAVER LA SITUATION DES PARTIES ?	107
1. Application de l'article 211bis C.i.cr. devant la chambre des mises en accusation	107
2. Quant à la possibilité pour la chambre des mises en accusation d'aggraver la situation de l'appelant, sur son appel	108
III. QUELLE EST L'ÉTENDUE DE L'OBLIGATION DE MOTIVATION DE LA CHAMBRE DES MISES EN ACCUSATION ?	110
1. Rappel – obligation de motivation limitée des juridictions d'instruction	110
2. Les arrêts de la Cour de cassation des 16 mai et 12 septembre 2012 : un revirement de jurisprudence ?	111

IV. LA PLÉNITUDE DE JURIDICTION DE LA CHAMBRE DES MISES EN ACCUSATION, MODE D'EMPLOI.....	113
A. Pouvoir d'ordonner un complément d'information	113
1. Les prérogatives visées à l'article 228 C.i.cr.....	113
2. Article 228 C.i. cr. versus article 127, § 3 (<i>juncto</i> 61quinquies) C.i.cr.	114
B. Droit d'évocation – Extension des poursuites	115
1. Les prérogatives visées à l'article 235 C.i.cr.	115
2. Droit d'évocation et règlement de procédure – exemples	116
3. Pouvoir d'évocation – respect des droits de défense	118
V. LES DIFFICULTÉS DU CONTRÔLE DE LA RÉGULARITÉ DE LA PROCÉDURE LORS DU RÈGLEMENT DE PROCÉDURE	120
A. Condition d'ouverture du contrôle de régularité : <i>une saisine régulière de la chambre des mises en accusations</i>	120
B. Contrôle obligatoire ou facultatif- fondement de la demande	120
1. Généralités	120
2. Spécificités du contrôle de la régularité en cas d'appel exclusif de l'inculpé – ordonnance de renvoi.....	121
3. Spécificités du contrôle de la régularité en cas d'appel exclusif de l'inculpé – ordonnance de surséance à statuer	122
C. La convocation des parties	124
D. L'objet du contrôle de la régularité de la procédure au stade du règlement de la procédure	125
E. Mécanisme de purge des nullités – quelle sanction ?	127
VI. CONCLUSIONS	129
 La cause d'excuse de provocation : réflexions autour de l'évolution de la jurisprudence	131
Dimitri de Beco	
INTRODUCTION	131
A. Conditions d'application de la cause d'excuse atténuante de la provocation	132
B. L'arrêt de la Cour de cassation du 22 juin 2011	135

C. <i>La jurisprudence depuis l'arrêt de la Cour de cassation du 22 juin 2011</i>	139
1. La jurisprudence de la Cour de cassation	139
2. La jurisprudence des juridictions d'instruction et des cours et tribunaux correctionnels	141
3. La jurisprudence des cours d'assises	146
CONCLUSION	149
 Table des matières	 151